

Formes multiples de la colonisation israélienne: une continuité historique en Palestine ?

A n d r é L a r c e n e u x ,

Professeur d'Aménagement et Urbanisme, THEMA, Université de Bourgogne

Depuis 1967, Israël occupe la Cisjordanie. Ce territoire, composante de la Palestine mandataire, avait été créé artificiellement après la guerre de 1948 et annexé de fait à la suite des accords israélo-jordanien par la Jordanie. La Cisjordanie avait recueilli les Palestiniens chassés par la « Naqba », l'exil imposé par la violence des armées israéliennes : sur le territoire de l'actuel Israël, seule une petite partie des populations palestiniennes avait pu se maintenir dans la mesure où elle restait largement minoritaire. Même si elle a la nationalité israélienne (plus exactement on parle « d'Arabes israéliens » pour les distinguer des « Juifs »), cette population ne bénéficie pas de tous les droits des citoyens juifs, ni juridiquement ni économiquement. Cette discrimination, par exemple dans l'accès aux biens publics ou à la sécurité, est la conséquence du caractère « juif » de l'Etat israélien. Il s'agit là d'une première situation coloniale. Le retour de ceux qui avaient été expulsés par la violence et par l'épuration ethnique a été rendu impossible par Israël, contre les décisions de l'ONU¹.

Le terme même de Cisjordanie indique le partage des territoires entre ceux conquis par Israël et ceux annexés par la Transjordanie, royaume arabe inventé par les Anglais : la ligne verte d'armistice a fixé pour un temps une ligne frontière entre les deux Etats. La connivence entre eux s'est construite, militairement, sur le dos des Palestiniens. Le Royaume de Jordanie sait qu'il n'existe que par la volonté et le soutien des Occidentaux, depuis sa création, lorsque Churchill a installé sur le trône d'un Etat fait sur pièce un des fils du Chérif de La Mecque, chassé du Lieu Saint de l'Islam par l'avancée d'Ibn Saoud et des Wahhabites. Dépendant politiquement et économiquement, il a donc toujours suivi leurs injonctions. La dynastie chérifienne s'est acquittée fidèlement de son rôle de contrôle de la population palestinienne.

Depuis 1967 et le retrait jordanien, la Cisjordanie (West Bank pour les Anglo-Saxons, ou Territoires Palestiniens avec Gaza) est occupée par les Israéliens qui y opèrent des contrôles policiers et militaires, sans en assurer les responsabilités de puissance publique. En plus du contrôle total de la vallée du Jourdain, les infrastructures militaires, issues du Plan Dalon parsèment dès 1967 la Cisjordanie de bases et, sur les grands axes routiers, s'égrène une suite de check-points, libres d'accès pour les Israéliens mais représentant autant de contraintes à la mobilité pour les Palestiniens. Toute réaction justifiée contre cet enfermement policier appelle une répression la plupart du temps violente sur les personnes ou les biens, privés ou collectifs. La destruction des maisons palestiniennes accompagne toujours les incursions des militaires israéliens à la recherche de « terroristes ». Dans cette nouvelle colonisation, les Territoires Palestiniens sont formés de plusieurs ensembles distincts :

- En Cisjordanie, des ensembles de populations, séparées les unes des autres par les routes interdites ou contrôlées, autour des grandes villes, Tulkarem, Naplouse, Jéricho, Bethléem, Hébron
- Jérusalem Est, annexé par Israël mais sans que les habitants palestiniens deviennent des citoyens israéliens,
- La Bande de Gaza, séparée elle aussi de la Cisjordanie par le territoire qu'Israël a conquis en 1948 comme Ashkelon (Al-Majdal) et Sdérot (Najd), des villes palestiniennes ont été transformées en villes « juives » soit par occupation directe après épuration ethnique de la majorité de leurs habitants, soit par création artificielle sur des villages palestiniens rasés : la population chassée a gagné les camps de réfugiés comme celui de Jabaliya situé à proximité, dans la Bande de Gaza. Beaucoup des survivants et leurs descendants y sont toujours.

S'est ajouté aux camps militaires situés en territoires palestiniens depuis 1967, un processus de colonisation directe par la population israélienne. Des colons juifs, le plus souvent religieux extrémistes ou militants d'extrême droite, se sont implantés suivant un mouvement continu, soutenu de fait par tous les gouvernements israéliens, de gauche comme de droite. Ce mouvement de « settlement » s'appuie sur la volonté de reconquérir la « Judée Samarie » des temps bibliques. Une partie de cette colonisation est formée d'une simple extension périurbaine de Jérusalem, la population, moins marquée idéologiquement ou politiquement, ayant répondu à une offre foncière favorable, créée par les programmes d'urbanisation des gouvernements successifs et des

¹ Il n'y a plus aucun doute sur le caractère d'épuration ethnique de l'action des Israéliens en 1948 : Ilan Pappé « Le nettoyage ethnique de la Palestine » Fayard 2008

constructions planifiées de voies de circulation. Ces occupations des Territoires Palestiniens forment des « blocs de colonisation », c'est-à-dire des ensembles de lotissements protégés tant pour leurs accès que pour les espaces habités : militaires, policiers et milices armées sont présents pour assurer la sécurité de ces enclaves. Curieusement, certaines de ces colonies sont dites illégales ; elles se chiffrent par dizaines. Cette « illégalité », tolérée sinon encouragée, ne peut être définie qu'en référence au droit israélien et à une autorisation officielle donnée par le gouvernement : la planification sécuritaire semble être la clé pour définir la légalité des implantations. En référence à un droit international malheureusement inappliqué, toutes ces colonies sont bien évidemment illégales.

Ainsi la Cisjordanie est traversée par des ensembles bâtis continus d'implantations de populations israéliennes et de routes interdites qui sont autant de frontières infranchissables pour les Palestiniens. Ces effets de coupure vers l'est jusqu'au Jourdain se marquent comme conséquence de la colonisation ; par exemple la colonie d'Ariel isole Naplouse et Tulkarem de Ramallah et de Jérusalem. Celle de Maale Adoumin fait jouer une même coupure à l'est de Jérusalem par un continuum d'espaces bâtis et d'infrastructures. Au sud de Bethléem, une séparation, combinant voies interdites à la circulation palestinienne et implantations, isole Hébron du reste de la Cisjordanie

A l'intérieur de ces grands blocs, des colonies israéliennes et leurs voies d'accès constituent de enclaves protégées (gated communities) : mais comme toutes ces implantations sont accessibles pour les citoyens israéliens, leurs voies d'accès constituent autant de limitation à la mobilité des Palestiniens, bloqués aux check-points et soumis à l'arbitraire des policiers et militaires israéliens. A l'intérieur de chaque grand ensemble palestinien, isolés les uns des autres, tout un mitage dense par les colonies israéliennes déstructure leur espace interne.

Non contents de réduire la Cisjordanie à une situation de confettis ghettoïsés, les Israéliens, fidèles à l'idéologie de la « muraille de fer » de leur leader d'extrême droite Jabotinski, ont construit un mur de séparation doublant « la ligne verte » qui résultait des accords de cessez-le-feu de 1948-1949 : ce « Mur », longue suite de miradors, a permis l'annexion directe par Israël de terres palestiniennes, séparant des villages de leurs champs d'oliviers, ou les encerclant littéralement, comme c'est le cas pour Qalqilya.

Une colonisation de la Cisjordanie internationalement acceptée ?

Dans l'opinion occidentale, au moins telle qu'elle s'exprime majoritairement dans la presse, la colonisation se réfère seulement aux implantations de quelques juifs religieux extrémistes qui, bravant la « légalité » du « seul Etat démocratique » de la région, continue d'installer des implantations « illégales » sous forme de baraquements, caravanes, ... dans la plus grande pauvreté généralement. Périodiquement, l'armée et la police israéliennes démantèlent une de ces implantations, sous les insultes des colons. Parfois, l'annonce de constructions autorisées à Jérusalem Est ou en Cisjordanie par le gouvernement israélien fait l'objet de commentaires réservés sinon critiques. Que les colonies dites « légales » regroupent aujourd'hui plus de 300 000 personnes devrait pourtant clairement indiquer la volonté continue depuis 1967 et la stratégie systématique des Israéliens, toutes tendances politiques confondues, d'occuper la « Judée Samarie » : l'objectif de ces implantations et des coupures territoriales et morcellements qu'elles provoquent est de rendre non viable un Etat palestinien.

A l'inverse, le démantèlement des implantations coloniales dans la Bande de Gaza a fait l'objet de commentaires forts élogieux de la part de cette même presse internationale qui y a vu des signes forts des faucons israéliens, dont Sharon, pour engager un processus de paix avec les Palestiniens. Peu de ces commentaires ont montré que la plupart des colons de Gaza ont été réinstallés en Cisjordanie. Aucun organe de presse occidental n'a relevé le fait que, même du point de vue de l'idéologie mystique et biblique sioniste, la Bande de Gaza n'est pas une composante de la « Terre d'Israël », car c'était la terre des Philistins. Les Hébreux ou les Juifs, si l'on accorde quelque valeur à leurs mythes n'y auraient fait que de courtes incursions. Mais avancer ces arguments, qui cadrent parfaitement avec la mythologie sioniste la plus répétée, renforce nécessairement l'idée que la « Judée Samarie » est « juive », par essence religieuse, éternelle et surnaturelle. Et y ont des « droits historiques »

Un observateur un tant soit peu avisé aurait vu que, dès le départ, le projet sioniste ne pouvait se comprendre sans la volonté d'occuper Sion, c'est-à-dire Jérusalem et ses environs, la Judée. Comment pouvait-on soutenir l'idée que la Palestine était la patrie historique des Juifs et en exclure la Judée, idée naïve à l'œuvre dans tous les plans de séparation dont celui de l'ONU. Nul n'a vu les dirigeants israéliens reconnaître les frontières de l'Etat Juif selon le plan de 1947. Nul ne peut être surpris d'avoir vu les forces armées israéliennes prendre Jérusalem pour objectif en 1948, en 1967, en 1973

et aujourd'hui leurs dirigeants tout faire pour exclure les Palestiniens de ce qui n'est pas encore contrôlé totalement. Les entendre parler de la Judée Samarie, et refuser l'expression même de « Cisjordanie » et encore plus de « Territoires Palestiniens », devrait suffire à faire comprendre leurs projets.

La logique de l'épuration ethnique²

Le courant sioniste dominant, de Weizmann et Ben Gourion, a toujours été confronté à la volonté de former en Palestine un Etat juif en y imposant une majorité démographique juive durable, seule façon d'y tolérer une présence palestinienne minoritaire. L'immigration des juifs d'Europe a en fait été insuffisante pour assurer une domination quantitative, en dépit des accords dits de Haarava (transferts) de 1933 à 1939 entre les Nazis et les Sionistes. Au début de la guerre de 1939-45, les Juifs ne représentaient que 30 % de la population, très loin donc de la majorité : la seule solution possible pour créer un Etat juif devenait l'expulsion des Palestiniens, solution préconisée par l'extrême droite révisionniste et auquel s'est rallié Ben Gourion dès 1937³. Ainsi, le plan de partage de 1947 avait dû réaliser des dentelles sur l'espace pour le découper en deux ensembles, dont l'un aurait une majorité juive (seulement 55%). Toute expansion de l'Etat juif sur des territoires peuplés de Palestiniens pouvait remettre en cause cette majorité, ajoutée à la croissance démographique naturelle des Palestiniens. L'expulsion par la force des Palestiniens était donc une nécessité logique : l'histoire d'Israël se confond depuis avec une longue pratique de l'épuration ethnique par la violence, par la force, par le meurtre de masse. La démocratie majoritaire impose ce crime permanent pour assurer une majorité juive, condition d'un Etat juif. Chasser les Palestiniens est une composante démographique nécessaire de la « démocratie israélienne ».

Les formes de la colonisation

La colonisation de la Palestine par les Sionistes a toujours été une mise en valeur des terres par et pour les seuls juifs. Le sionisme a ainsi voulu faire « table rase » des populations autochtones sur cette soi-disant « Terre sans Peuple ». La conquête des territoires a dû se faire, avec l'appui de l'Occident, par des guerres dont la nature coloniale ne saurait échapper, avec destruction/expulsion de populations sur le modèle de l'Australie pour les Aborigènes ou celui des Etats-Unis pour les Indiens. Toujours une prétendue la « Terre promise » pour les colons. C'est ce modèle de colonisation directe par expulsion des autochtones qui a été et est à l'œuvre, non celui d'une exploitation locale de la main d'œuvre colonisée.

Le plan de partage de la Palestine a été voté à un moment de l'histoire antérieure à la décolonisation, plan suscité et soutenu par Staline. Il a été le point de départ à partir duquel les dirigeants israéliens ont pu projeter la conquête coloniale de l'ensemble de la Palestine : acceptant formellement le plan de partage, ils n'en ont jamais reconnu les frontières qu'il traçait, la seule contrainte territoriale implicite pour eux étant d'obtenir la majorité pour la population juive. L'annexion en 1948 d'une partie de l' « Etat arabe » a donc nécessité l'expulsion et la fuite de huit cent mille Palestiniens, forcées par les violences des armées sionistes (légalisées et illégales) et de leurs supplétifs, sinon les Juifs auraient été minoritaires.

Les conquêtes de la Cisjordanie après 1967 se sont présentées différemment puisque les Palestiniens n'ont pas fui : ils sont restés et ils offrent depuis la plus grande des résistances. Restant sur place, ils ont empêché les Israéliens de devenir majoritaires dans les Territoires occupés. De là, le statut ambigu de la Cisjordanie et de Jérusalem Est : les Palestiniens, trop nombreux, ne peuvent être purement et simplement intégrés en position minoritaire, à Israël. Obtenir leur départ par tous les moyens résume la stratégie d'Israël car la colonisation de la Cisjordanie est une nécessité existentielle pour Israël.

Pourrir la vie des Palestiniens pour les faire partir

Ne pouvant réussir à chasser massivement les Palestiniens, dirigeants et citoyens israéliens ont entrepris une longue et lente opération d'expulsion « volontaire » en jouant sur leur découragement. En fait, la situation à Gaza et en Cisjordanie est différente. Les Israéliens, reconnaissant désormais Gaza comme extérieur à Eretz Israël, n'en revendiquent plus le territoire : ils l'ont alors transformé en une immense prison, totalement encerclée, dont ils détruisent périodiquement les équipements collectifs, les écoles ; ils poursuivent la politique des assassinats ciblés avec « bavures » répétées (de préférence sur des enfants), jusqu'à l'opération « Plomb durci », qu'il faut qualifier de crime contre l'humanité. A Gaza, le peuple palestinien est en cage dans un immense camp de concentration, avec des équipements publics vitaux régulièrement détruits (notamment pour l'eau, l'assainissement ou l'électricité).

2 Ilan Pappé : « Le nettoyage ethnique de la Palestine » Fayard 2008

3 Cf. Benny Morris : « Ben Gourion et la question palestinienne » l'Histoire numéro spécial Israël 1997

En Cisjordanie, cœur d'Eretz Israël, les objectifs sont différents : là, le but est de faire partir les Palestiniens pour récupérer la Judée Samarie. La séparation des espaces palestiniens, la contrainte pesant sur les possibilités de déplacements sur les routes interdites ou les blocages aux check-points isolent les groupes humains, rendent difficile sinon impossible la réalisation de services publics de base. Les blocs de colonies constituent autant de grignotages progressifs du territoire, et épuisent l'économie agricole ; les colonies « illégales » comme légales se multiplient sans réserve. Le contrôle total des exportations palestiniennes entrave cette économie fragile, et le blocage des recettes financières la conduit à l'asphyxie. Cela ne suffit pas, Israël, avec ses militaires et ses colons, s'arroge le droit de vie et de mort sur les habitants, les résistants et leur famille, les « activistes ⁴ » comme les anonymes : toutes les occasions sont bonnes pour détruire les habitations, faire irruption dans les villages, les écoles ou les lieux publics. Forcer la population à survivre dans l'arbitraire militaro-bureaucratique, dans la crainte permanente d'actions de « représailles » mortelles, sur soi, sur ses proches, sur ses enfants. Subir des attentats ciblés et leurs bavures civiles, des emprisonnements arbitraires reste le lot quotidien des Palestiniens. Obtenir à la fin son départ.

Plus pervers encore était le soit disant processus de Paix, Oslo ou autre Camp David. Un embryon d'Etat réduit à une police formée par les Américains et les Israéliens, composée de supplétifs aux ordres⁵, comme les polices tribales des réserves indiennes, des leaders politiques achetés avec la manne des financements internationaux, une corruption organisée, des casinos ouverts, la carotte se révélait encore plus dangereuse que le bâton. Là encore, les Palestiniens ont su résister à la pression occidentale et américaine. La « Paix » dans un Etat croupion mais policier, c'était la mort lente dans des réserves « indiennes », c'était faire d'une partie réduite de la Palestine un immense camp de réfugiés, pour une population soumise.

La destruction de la Terre

La haine des Israéliens contre les Palestiniens qui s'accrochent à leurs villages, qui résistent et qui ne partent pas, quelles que soient leurs conditions d'existence, n'a pas de limite : elle se dresse contre la Terre elle-même. Le « Mur » passe au milieu de villages, en isole les champs qui ne peuvent plus être travaillés ; comme cela ne suffit pas, ailleurs, les Israéliens arrachent des oliviers, symboles traditionnels de paix, détruisent des cultures. L'objectif est une destruction aveugle, sous le contrôle des milices armées des colons dont les lotissements surplombent souvent les villages palestiniens. Ces colons déversent leurs eaux usées non traitées, directement sur les terres palestiniennes et assoiffent les habitants. La Cisjordanie est un réservoir d'eau dans une zone semi-désertique : mais les Palestiniens ne peuvent y creuser des puits sans autorisation de l'occupant. Les Israéliens s'approprient 80 % des ressources en eau de Cisjordanie, pour un mode de vie à l'europpéenne avec l'irrigation des cultures d'exportation⁶ et l'alimentation de leurs piscines. Alors que les Palestiniens, n'en disposant que de 20 % seulement, ne peuvent assurer leurs besoins élémentaire ⁷. Comment cultiver les champs sans eau ? Comment travailler la terre sans liberté de déplacement ? Les champs palestiniens doivent devenir incultes, désolés. Plus généralement, les lignes de séparation que les blocs de colonies et les routes fermées créent isolent les écosystèmes, réduisent leur biodiversité : c'est la pérennité même de la vie écologique qui est mise en cause, et avec elle à terme la fertilité de la terre. Les Israéliens préfèrent faire mourir la Terre plutôt que de la voir occupée par les Palestiniens. Ils créent en Cisjordanie un « écocide ».

Le sionisme, dans son œuvre de colonisation, a toujours procédé par étape, avançant parfois masqué, parfois par la guerre. Seules limites possibles, les très modérées demandes internationales sont celles d'un simple gel des colonies, reconnaissance de facto des conquêtes antérieures : sans menaces, ces demandes seront reformulées à l'identique après de nouvelles avancées et resteront sans effet. Mais les conquêtes territoriales décisives du Sionisme l'ont toujours été par la guerre. Une nouvelle guerre serait la seule façon pour l'Etat juif de casser enfin la résistance des Palestiniens et de les expulser définitivement de leur terre. Les provocations internationales israéliennes ont aujourd'hui ce but, protégées par les Occidentaux dont la volonté a toujours été de faire d'Israël une tête de pont de leur domination et de leur ordre dans la région. Soutenant Israël, le lobby pro-israélien occidental est responsable de ses crimes coloniaux récurrents. Jusqu'à quand ?

4 Nom donné à tout Palestinien tué par les Israéliens, et repris par la presse et les médias occidentaux

5 Ce qu'Israël avait tenté déjà de faire au Sud Liban, avec une armée équipée et formée, avec des actions criminelles mais avec un échec final

6 D'où le nécessaire boycott des produits agricoles israéliens pour lesquels cette eau est indispensable

7 Voir le récent rapport d'Amnesty International sur l'eau disponible sur le site www.amnesty.fr